



# DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

COMMUNE DE NANTUA

Février 2023

Envoyé en préfecture le 24/02/2023

Reçu en préfecture le 24/02/2023

Publié le

ID : 001-210102695-20230220-CDV202306-DE



# CADRE JURIDIQUE DU DOB

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) représente une étape substantielle de la procédure budgétaire. Il permet d'informer les membres du Conseil de la situation économique et financière de la collectivité afin d'éclairer leur choix lors du vote du budget primitif.

Le DOB est aussi une obligation pour les communes de plus de 3 500 habitants, fixée par le Code Général des Collectivités Territoriales. Une délibération doit prendre acte de la tenue du DOB sous peine de nullité de toute délibération relative à l'adoption du budget primitif.

# 1. Contexte économique et financier

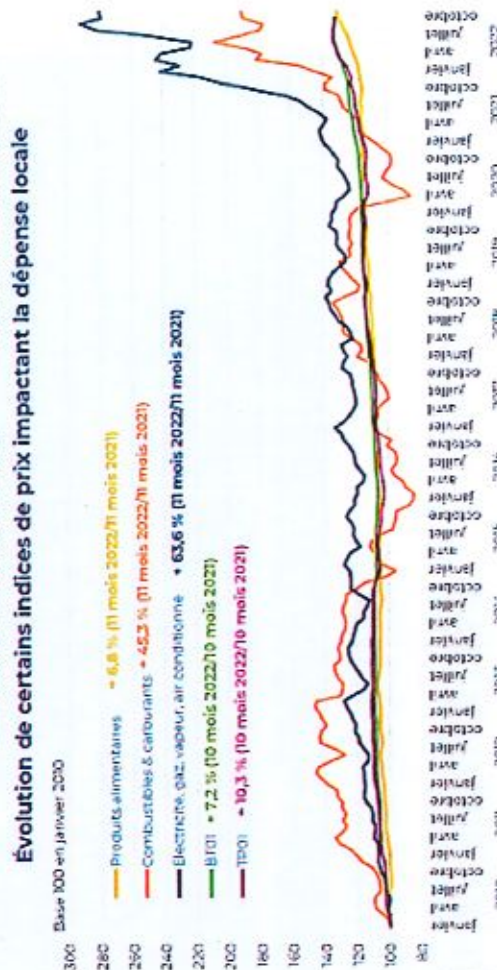
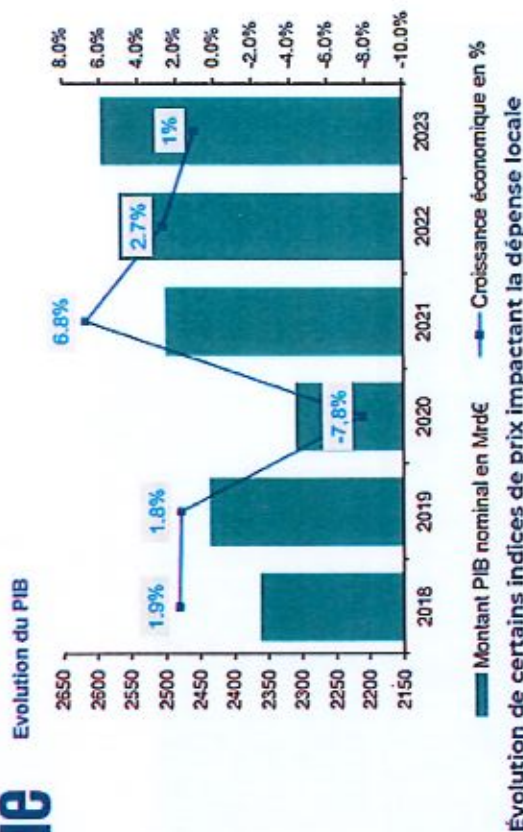
## Le contexte économique

La croissance atteindrait 2,7 % en 2022 et +1 % en 2023 dans le cadre du PLF. Les prévisions des autres organismes sont plus basses, la Banque de France envisage une croissance de +0,3% (+0,4% pour la Commission Européenne).

Rebond économique marqué en 2021 fragilisé par l'invasion russe de l'Ukraine et la forte hausse du prix des matières premières qui en résulte. En 2023, l'activité serait principalement soutenue par la consommation des ménages.

Le taux de chômage s'établit à 7,4 %.

L'inflation serait en 2022 à +5,3 % en moyenne annuelle, après +1,6 % en 2021. Elle est projetée pour la LFI à 6 % en glissement annuel jusqu'à la fin de l'année 2022. Elle diminuerait néanmoins en 2023, à +4,2 % en moyenne annuelle selon le Gouvernement. Pour note, l'estimation Banque de France est de +6% prévisionnellement.





# 1. Contexte économique et financier

## La situation des collectivités locales

En 2021, reconstitution des marges de manœuvre financières grâce à la dynamique de recettes et à une moindre augmentation des charges (cf. ci-contre par collectivité)

- l'épargne brute retrouve son niveau de 2019
- les investissements affichent un niveau quasiment similaire à celui de 2019.
- l'endettement est resté soutenable.

Cependant la forte hausse des prix intervenue dès le début de l'année 2022 complété par la revalorisation du point d'indice a contraint davantage les collectivités.

- Baisse d'épargne à prévoir
- Voire arrêt de certains projets ou fermeture exceptionnelle de services,

L'endettement se poursuivrait, surtout porté par les régions et le bloc communal.

Le bloc communal	
La situation 2021 est contrastée selon le type de collectivités : - Les EPCI et les communes de moins de 100 000 habitants s'en sortent bien - Les tous petits EPCI et les communes de plus de 100 000 habitants font face à davantage de difficultés	En 2022, une baisse de l'épargne brute de plus de 11% à prévoir pour les communes : la dynamique des recettes ne permettant pas de compenser les effets de l'inflation. Pour les EPCI, la baisse de l'épargne serait plus limitée à -1,6%. Les investissements seraient en accroissement sans atteindre leur niveau 2019 néanmoins.
Les départements	
En 2021, la croissance des droits de mutation a porté les Départements en 2021 (+6,5%) et l'évolution de la dépense a été limitée à 1,4% (dont 1,5% sur le volet social) améliorant d'autant la situation financière	Pour 2022, ralentissement de la croissance des recettes (dynamique des DMTO en baisse) provoquant une résorption de l'épargne brute. Baisse de l'encours de dette
Les régions	
En 2021, une dynamique de TVA récupérée suite à la suppression de la CVAE qui a permis de retrouver le niveau d'avant crise	En 2022, le niveau d'épargne devrait se stabiliser avec une croissance des charges équivalente à celle des produits (partie encore par la TVA). La dette continuerait sa croissance.

## 2- Les dispositions relatives aux concours financiers de l'Etat

### 2.1. Les transferts financiers de l'Etat aux CT (art. 109 et 195)

Les prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales s'élèvent à 45,6 milliards d'euros, en hausse de 2,4 milliards par rapport à la loi de finances pour 2022.

Cette évolution s'explique par :

- Les fonds de soutien exceptionnels de 430 M€ en 2022 et 1,5 Mds en 2023 au titre de la croissance des prix de l'énergie et de la hausse du point d'indice (pour 2022 uniquement)
- La hausse de la DGF de 320 M€ (hors effets de périmètre des Départements de Seine St Denis et Pyrénées Orientales, et expérimentation RSA)

	LFI 2021	LFI 2022	LFI 2023
<i>en millions d'euros</i>			
<b>Prélèvements sur Recettes</b>	<b>43 400</b>	<b>43 212</b>	<b>45 590</b>
DGF	26 758	26 786	26 931
FCTVA	6 546	6 500	6 700
Comp VL TFB	3 290	3 642	3 825
DCRTP	2 905	2 880	2 875
Dot <sup>2</sup>	413	388	378
Soutiens exceptionnels	580	100	1 930
Autres	2 908	2 916	2 950



### 3. Les mesures de soutien à la crise énergétique Le bouclier tarifaire et l'amortisseur électrique (art. 181)

#### Bouclier tarifaire

- Le bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité est prolongé en 2023 pour toutes les communes ayant moins de 10 emplois et disposant de moins de 2 M€ de budget.
- Il plafonne la hausse du prix du gaz et de l'électricité à 15% (contre 4 % en 2022).

#### Amortisseur électrique

- Pour les collectivités qui ne seraient pas éligibles au bouclier tarifaire, quelle que soit leur taille, un « amortisseur électricité » est mis en place depuis le 1er janvier 2023.
- Au-delà de ce seuil de 180 euros/MWh (hors taxe et hors CSPE), l'Etat prend en charge 50 % des surcoûts, et ce, jusqu'à un prix plafond de 500 euros/MWh.
- L'aide sera directement intégrée dans la facture d'électricité des consommateurs et l'Etat compensera les fournisseurs. Les consommateurs n'auront qu'à confirmer à leur fournisseur qu'ils relèvent du statut qui permet d'en bénéficier (collectivité, PME, association, etc.).

# 3. Les mesures de soutien à la crise énergétique

## Le filet de sécurité (art. 113)

### Filet de sécurité

- Bénéfice du filet de sécurité maintenu pour 2023 (avec une enveloppe de 1,5 Mds€ inscrite en LFI) mais recentré sur la question énergétique (point d'indice non compensé pour 2023)
- En bénéficient : les communes, les intercommunalités, les départements et les régions dont :
  - L'épargne brute (différence entre RRF et DRF) enregistre en 2023 une baisse de plus de 15%
  - Le potentiel fiscal ou financier est inférieur au double de la moyenne du même groupe démographique.
- Le versement se fera sous forme de dotation égal à 50% de la différence entre :
  - la progression des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain entre 2022 et 2023. Les dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain s'entendent comme les dépenses consenties au titre du budget principal et des budgets annexes de chaque collectivité ou groupement, ainsi qu'au titre des subventions consenties aux fermiers et aux concessionnaires.
  - et 50% de la hausse des recettes réelles de fonctionnement entre 2022 et 2023
- Possibilité d'avoir un acompte sur la dotation, sur demande avant le 30 novembre 2023. L'acompte pourra être enregistré en recettes de fonctionnement du BP2023 ou en DM.



# 4. Les autres dispositions

## Revalorisation de la valeur locative cadastrale

L'amendement sur le plafonnement de la valeur locative cadastrale n'a pas été repris, l'indexation des valeurs locatives cadastrales pour 2023 se fait donc sur la base de l'ICPH (Indice des prix à la consommation harmonisé) estimé à 7,1%, le portant au niveau le plus élevé depuis 1989.

Historique des coefficients de revalorisation des valeurs locatives depuis 1989			
ANNEE	MAJORATION APPLICABLE	ANNEE	MAJORATION APPLICABLE
1989	+ 4,0 %	2006	+ 1,8 %
1990	+ 1,0 %	2007	+ 1,8 %
1991	+ 3,0 %	2008	+ 1,6 %
1992	+ 1,0 %	2009	+ 2,5 %
1993	+ 3,0 %	2010	+ 1,2 %
1994	+ 3,0 %	2011	+ 2,0 %
1995	+ 2,0 %	2012	+ 1,8 %
1996	+ 1,0 %	2013	+ 1,8 %
1997	+ 1,0 %	2014	+ 0,9 %
1998	+ 1,1 %	2015	+ 0,9 %
1999	+ 1,0 %	2016	+ 1,0 %
2000	+ 1,0 %	2017	+ 0,4 %
2001	+ 1,0 %	2018*	+ 1,2 %
2002	+ 1,0 %	2019	+ 2,2 %
2003	+ 1,5 %	2020	+ 1,2 %
2004	+ 1,5 %	2021	+ 0,2 %
2005	+ 1,8 %	2022	+ 3,4 %
*A compter de 2018, la majoration applicable l'année N est fixée en fonction du glissement annuel de l'ICPH du mois de novembre de l'année N-1			



# SITUATION ET ORIENTATION BUDGETAIRE DE LA COMMUNE

# DOTATION GLOBAL DE FONCTIONNEMENT 2017-2022

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire	363 717 €	345 610 €	319 541 €	300 671 €	281 304 €	262 711 €
Dotation de solidarité rurale péréquation	122 355 €	134 629 €	137 892 €	143 965 €	149 808 €	169 936 €
<b>TOTAL DGF</b>	<b>486 072 €</b>	<b>480 239 €</b>	<b>457 433 €</b>	<b>444 636 €</b>	<b>431 112 €</b>	<b>432 647 €</b>

# Résultats provisoires de l'année 2022

## Section Fonctionnement

RECETTES			DEPENSES		
Chapitres	Budget Voté	Budget Réalisé	Chapitres	Budget Voté	Budget Réalisé
13 Atténuation de charges	11 000,00 €	64 863,32 €	11 Charges à caractère générale	1 338 001,56 €	1 119 672,72 €
70 Produits de services	199 171,00 €	209 748,88 €	12 Charges de personnel	1 663 556,84 €	1 650 758,55 €
73 Impôts et taxes	2 584 686,59 €	2 660 387,62 €	14 Atténuation des produits	75 000,00 €	60 802,00 €
74 Dotations et participations	944 549,00 €	1 106 012,8 €	65 Autre charges de gestion courante	700 874,32 €	496 452,57 €
75 Autres produits de gestion	163 301,20 €	111 918,79 €	66 Charges financières	55 964,91 €	48 570,78 €
77 Produit Exceptionnels	28 000,00 €	489 987,02 €	67 Charges Exceptionnelles	31 007,17 €	29 007,17 €
42 Opération d'ordre de transfert entre sections	10 000,00 €	8 697,00 €	22 Dépenses imprévues	1 000,00 €	0
2 Report N-1 Budget Principal	224 996,51 €	224 996,51 €	42 Opérations d'ordre	300 000,00 €	535 041,90 €
Total Recettes Fonctionnement	4 165 704,30 €	4 876 611,94 €	Totale dépenses Fonctionnement	4 165 704,30 €	3 940 305,69 €

Envoyé en préfecture le 24/02/2023

Reçu en préfecture le 24/02/2023

Publié le



ID : 001-210102695-20230220-CDV202306-DE



Recettes de  
Fonctionnement  
4 876 611,94€

Dépenses de  
fonctionnement  
3 940 305,69€

- =

Résultat net de  
l'année 2022  
936 306,25€  
En  
Excédant

## Mise en garde sur le montant de cet excédent

- Dans les recettes 2022, il y environ 650 000 € de recettes exceptionnelles que nous n'aurons pas cette année :
- Montant des cessions du 38 qui doivent être enregistrées sur le fonctionnement pour alimenter la section investissement
- Le remboursement du sinistre de la fontaine suite aux inondations 2021
- La compensation genevoise que nous avons eu 2 fois sur 2022
- Un remboursement de trop versé d'Alfa 3A

## TENDANCES BUDGÉTAIRES FONCTIONNEMENT 2017-2022

	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>4 044 410 €</b>	<b>4 181 347 €</b>	<b>4 082 945 €</b>	<b>3 968 782 €</b>	<b>4 723 372 €</b>	<b>4 642 918 €</b>
- Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts et amortissements	3 316 719 €	3 422 912 €	3 339 851 €	3 296 164 €	3 792 438 €	3 296 164 €
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>727 691 €</b>	<b>758 435 €</b>	<b>743 094 €</b>	<b>672 618 €</b>	<b>1 051 599 €</b>	<b>1 237 654 €</b>
- Intérêts	80 122 €	76 138 €	55 118 €	64 472 €	58 422 €	48 570 €
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>647 569 €</b>	<b>682 297 €</b>	<b>687 976 €</b>	<b>608 146 €</b>	<b>993 377 €</b>	<b>1 189 084 €</b>
- Remboursement du capital	246 242 €	261 385 €	266 994 €	253 916 €	186 880 €	184 250 €
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>401 327 €</b>	<b>420 912 €</b>	<b>420 982 €</b>	<b>354 230 €</b>	<b>806 496 €</b>	<b>1 004 834 €</b>

Situation réelle hors recettes exceptionnelles : 1 004 834€ - 650 000€ = 354 834€

Envoyé en préfecture le 24/02/2023

Reçu en préfecture le 24/02/2023

Publié le



ID : 001-210102695-20230220-CDV202306-DE



## Section Investissement 2022

	Budgétisé	réalisé
Dépenses	2 528 644,24€	1 784 780,21€
Recettes	2 528 644,24€	2 639 088,46€

Des dépenses en moins dues par des reports de projets comme le déplacement du monument aux morts , la phase 3 de la vidéo protection mais aussi un manque de temps homme aux services techniques pour pouvoir faire face à la charge de travail car plus de travaux sont faits en régie pour éviter de sous traiter,

Recettes supérieures ,une subvention qu'on ne devait pas toucher pour la restauration de l'orgue qui finalement a été versée pour 134 000€

Réalisations 2021 : 715 951 € de nouveaux projets  
Réalisations 2022 : 572 205 € de nouveaux projets

Résultat : Recettes – Dépenses = 854 308,25 € d'excédents

## Les principaux investissements 2022

- Poursuite des aménagements PMR des batiments publics
- Déploiement du plan guide avec phases de test
- Etude pour le regroupement des écoles
- Démolition de la maison Pidoux
- Poursuites des opérations facades
- Cloture voie douce au stade de Rugby
- Aménagement du colombarium

# Pour résumer :

Un budget fonctionnement excédentaire de 936 306,25€

Un budget Investissement excédentaire de 854 308,25 €

Pour un résultat excédentaire total de :

**936 306,25€ + 854 308,25 € = 1 790 614,50€**

Rappel ne pas oublier les recettes exceptionnelles de 650 000€ à déduire si nous voulons être en réel soit 1 140 614,50€



## Les différents ratios d'équilibre budgétaire :

### Le ratio de désendettement :

L'endettement d'une collectivité est évalué suivant le ratio de désendettement, Celui-ci est calculé de la façon suivante :  
-dette au 31/12 (capital restant dû) /CAF Brute

La définition de ce ratio correspond aux nombres d'années nécessaires pour rembourser la dette par anticipation en consacrant l'intégralité de la CAF brute si la commune n'investissait plus

Pour la commune Nantua :

Capital restant dû au 31/12/2022 : 2 803 038€

CAF Brute : 1 189 084 € ( et 539 084€ en déduisant les recettes exceptionnelles de 650 000€)

Soit 2,36 ( et 5,20 avec déduction des 650 000€ de recettes exceptionnelles)

## ÉVOLUTION CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ratio de désendettement	2,7 ans	3,9 ans	3,4 ans	2,97 ans	2,97 ans	3,81	2,36 • 5,20

Rappel : < à 8 ans situation saine

Liste des emprunts de la commune

Date	Banque	Montant	Durée	crd
25/11/2005	CE	29 000€	180	5 316,83 €
10/08/2020	CA	500 000 €	180	404 664,79 €
01/10/2021	CE	132 000 €	36	132 000 €
05/08/2016	CAF	1 738,50 €	60	1 735,50 €
25/04/2009	CE	810 000 €	240	352 000,34 €
25/06/2013	CE	500 000 €	180	206 804,96 €
25/02/2015	CE	500 000 €	180	267 647,73 €
25/12/2015	CE	500 000 €	240	353 640,29 €
21/06/2017	CE	500 000 €	240	385 424,86 €
26/12/2022	CE	694 000 €	240	694 000 €
Total :				2 803 235,30 €

A noter que tous les prêts de la commune sont à taux fixe



# Orientation budgetaire pour 2023

## Concernant les recettes d'investissement :

- Vente du ténement des sapins à Ages et vie pour 110 000€ (Permis construire déposé en cours d'examen auprès des architectes des bâtiments de France)
- Vente de la maison Magnard pour 120 000€
- Vente de la maison Couture pour 70 000€

## Concernant les principaux investissements pour 2023

- 3ème phase de la vidéo protection
- Fin du portage EPF pour la maison Magnard
- Acquisition du ténement Marneff
- Réfection de la route de la Corniche jusqu'en 2024
- Réfection des chemins forestiers suite aux inondations de 2021
- Acquisition de la 1ère Phase des horodateurs pour l'esplanade et le tour de lac
- Acquisition du Ténement Goupil via un portage EPF
- Travaux concernant l'éclairage du terrain de foot

Envoyé en préfecture le 24/02/2023

Reçu en préfecture le 24/02/2023

Publié le

Berger  
Levrault

ID : 001-210102695-20230220-CDV202306-DE

# Conclusion de l'Adjointe aux Finances

- Un budget primitif 2023 qui va devoir composer avec toutes les augmentations que nous connaissons :
- Un taux d'inflation minimum de 4,30 % (taux préconisé pour la constitution du budget) qui va représenter pour notre commune un surcoût de 210 000€ sur les charges à caractère général, dont 185 000€ uniquement pour le gaz,
- Une augmentation sur le chapitre des charges de personnel de 50 000€ avec le nouvel indice qui arrivera en juillet et l'embauche d'un nouveau DGS pour 6 mois
- Une augmentation du chapitre des autres charges de gestion courante pour 220 000€ avec 180 000€ de factures SIEA (concernant la route de la Corniche et autres)
- Des recettes en moins en 2023, qui ont été exceptionnelles en 2022, Alfa 3A pour 98 000€, remboursement sinistre fontaine 38 000€ , 150 000€ Compensation genevoise
- Il va donc falloir faire des choix en fonctionnement et ne garder que les dépenses essentielles pour le fonctionnement de la commune.

## Conclusion du Maire

L'année 2022 aura été marquée par un effort sans précédent dans la vie de la commune concernant notre **budget de fonctionnement**. *Réduction de la masse salariale en anticipant les départs à la retraite, les mises à disposition ou certains non renouvellement de postes de contractuel. Réduction drastique des coûts internes de fonctionnement des services. Limitation des dépenses de communication. Adoption d'un plan de sobriété énergétique (abaissement des températures à 19° dans les locaux communaux et à 14° dans le gymnase), suppression de compteurs peu utilisés, vérification de toutes les consommations de fluides.. Restriction des décorations de Noël, arrêt des fontaines municipales...* sont quelques-unes des mesures significatives qui nous ont permis de terminer l'année 2022 de manière apaisée. **En terme d'investissement**, de nombreux projets ont été aussi repoussés dans le temps pour permettre, là aussi, une approche sereine des années 2023 et 2024. *(Déplacement du monument aux morts notamment)*. Cette gestion rigoureuse nous permet d'envisager le budget primitif 2023 sans pression supplémentaire autre que les coûts d'inflation, les augmentations d'indices de fonctionnaires ou les aggravation des coûts des énergies de fonctionnement (gaz et électricité) (+500 000 euros). Ces charges nouvelles, là encore inédites dans la vie communale, ne nous empêcheront pas néanmoins d'envisager et de continuer le plan de modernisation de la ville, plan guide et regroupement des écoles en particulier. La prudence reste le maître mot du fonctionnement et des investissements 2023, en gardant comme ligne conductrice **la règle des 3R** fixée par la Banque de France concernant l'évolution de la vie et de la société pour les mois à venir. **Résilience, Ralentissement et Reprise** à l'aube de l'année 2024 !



Envoyé en préfecture le 24/02/2023

Reçu en préfecture le 24/02/2023

Publié le



ID : 001-210102695-20230220-CDV202306-DE